

RETOUR DU REPAS À 1€

RÉACTION DE L'UNION ÉTUDIANTE

16 janvier 2026

Deux semaines seulement après la sortie des résultats de notre enquête sur la précarité étudiante, Sebastien Lecornu vient d'annoncer une probable généralisation du repas à 1 euro. Alors que nous y révélions que 23% des étudiant·es sautent des repas plusieurs fois par mois, le repas à 1€ pour toutes et tous est évidemment une nécessité, et une revendication que nous portons depuis toujours.

Si ceci n'est que pour l'instant « une promesse », elle est évidemment une première étape attendue. Cette annonce ne tombe cependant pas du ciel, pas plus qu'elle n'incarne la bonne volonté d'un gouvernement toujours plus minoritaire, elle est une première victoire directement issue de la mobilisation étudiante constante, répétée et intense que nous avons porté partout !

Nous attendons toutefois des preuves concrètes que cette mesure sera bel et bien mise en place avant de nous réjouir. Nous sommes maintenant habitué·es aux annonces et aux promesses qui ne sont finalement jamais tenues.

Nous refusons également que la généralisation du repas à 1€ pour toutes, grande revendication de l'Union Étudiante, soit une mesure qui serve uniquement à faire accepter un budget austéritaire et raciste. Le budget pour 2026 promet des coupes budgétaires fracassantes pour tous les services publics, détruisant encore et toujours l'hôpital public mais aussi l'enseignement supérieur. Dans certaines universités, comme à Rouen, ce sont 700 places qui risquent d'être supprimées en conséquence directe des politiques de l'État, 700 étudiant·es privé·es d'étudier. Nous refusons que les mesures de lutte contre la précarité étudiante se fassent par un projet élitiste qui vise à diminuer le nombre d'étudiant·es à travers des politiques de sélection sociale et raciste.

On ne peut accepter une annonce qui arrive trop tard et qui n'a pour seul objectif de sauver le macronisme et le reste du budget austéritaire de Lecornu. Ne soyons pas dupe : cette annonce de dernière minute agit comme un cache misère des attaques sociales et racistes inédites que ce budget contient.

Lutter contre la précarité étudiante ne peut pas non plus se faire sans protection sociale pour toutes et tous. Le budget 2026 ne permettra pas de lutter contre la précarité étudiante. Celui-ci prévoit la suppression des APL pour les étudiant·es étranger·es, et ne prévoit aucune revalorisation des bourses et augmentation du nombre de boursier·es. Si le repas à 1€ est une mesure nécessaire, cela restera bien insuffisant après 8 ans de politique de casse sociale où la jeunesse a perdu 2750€ de pouvoir d'achat.